

PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES DU GROUPE CONDAT UTILISEES DANS LE SYSTEME DE SIGNALEMENT D'ALERTE

La présente politique de confidentialité définit et vous informe de la manière dont CONDAT et ses filiales utilisent et protègent les informations que vous nous transmettez, le cas échéant, lorsque vous utilisez la plateforme internet dédiée à l'éthique, accessible à partir de l'URL suivante : <https://www.signal.condat.fr> (ci-après le « Site »).

Veillez noter que cette politique de confidentialité est susceptible d'être modifiée ou complétée à tout moment par CONDAT, notamment en vue de se conformer à toute évolution législative, réglementaire, jurisprudentielle ou technologique. Dans un tel cas, la date de sa mise à jour sera clairement identifiée en tête de la présente politique. Ces modifications engagent l'Utilisateur dès leur mise en ligne. Il convient par conséquent que l'Utilisateur consulte régulièrement la présente politique de confidentialité afin de prendre connaissance de ses éventuelles modifications.

D'une manière générale, il vous est possible de visiter le Site sans communiquer aucune information personnelle vous concernant. En toute hypothèse, vous n'êtes en aucune manière obligé de transmettre ces informations à CONDAT.

Néanmoins, en cas de refus, il se peut que vous ne puissiez pas bénéficier de certaines informations ou services que vous avez demandés. A ce titre en effet, CONDAT peut être amené dans certains cas à vous demander de renseigner vos nom, prénom, adresse, adresse mail, numéro de téléphone, entreprise (ci-après vos « Informations Personnelles »). En fournissant ces informations, vous acceptez expressément qu'elles soient traitées par CONDAT, aux fins indiquées au point 2 ci-dessous ainsi qu'aux fins rappelées à la fin de chaque formulaire.

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (General Data Protection Régulation) adopté par le Parlement européen le 14 avril 2016, et à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, CONDAT vous informe des points suivants :

1. Identité du responsable du traitement

Le responsable du traitement est la société CONDAT, ayant son siège social au 104 avenue Frédéric Mistral – 38670 CHASSE /RHONE – France.

Tél. : + 33 (0)4 78 07 38 38. rgpd@condat.fr

2. Finalités du traitement

Les informations recueillies sont destinées à remplir les obligations du groupe ou de ses filiales suivantes :

- Mettre en place un dispositif d’alerte professionnelle en accord avec la loi Sapin II (obligation au niveau du groupe) ;
- Mettre en place un dispositif d’alerte du fait de réglementations locales ou d’effets de seuil.

Les informations sont collectées et traitées aux fins d’apprécier la recevabilité du rapport d’alerte, de vérifier les faits et de prendre les mesures appropriées si nécessaire.

3. Destinataires

Les données sont uniquement traitées par des personnes habilitées. Il s’agit des responsables au niveau du groupe de la compliance, de la RSE et des Ressources humaines. Elles pourront au besoin être assistées de professionnels tenus au secret professionnel ou ayant signé des accords de confidentialité.

Ces informations ne sont pas transmises à des tiers sauf :

- si le lanceur d’alerte donne son accord en ce qui le concerne,
- si l’alerte est fondée, les informations peuvent alors être transmises aux autorités judiciaires compétentes en ce qui concerne la personne mise en cause.

4. Nature des informations collectées

Le Site permet de transmettre des alertes de manière anonyme ou en s’identifiant.

Lorsqu’une personne transmet une alerte en indiquant son identité, Condat est susceptible de collecter et de conserver les informations détaillées ci-dessous.

Lors de la rédaction d’un rapport d’alerte, le lanceur d’alerte peut communiquer à Condat des données personnelles le concernant et des données personnelles relatives à la ou aux personne(s) impliquée(s) dans le rapport d’alerte.

Enfin, lors du traitement d’un rapport d’alerte, Condat peut également collecter des données concernant des personnes susceptibles de fournir des informations nécessaires au traitement du rapport (ces personnes peuvent avoir été identifiées par le lanceur d’alerte ou non).

Les types de données personnelles qui peuvent être collectées et traitées comprennent notamment :

- L’identité, la fonction et les coordonnées du lanceur de l’alerte ;
- L’identité, la fonction et les coordonnées de la ou des personnes impliquées dans le rapport d’alerte ;
- Ainsi que toute autre information communiquée volontairement par le lanceur d’alerte ou résultant du traitement du rapport d’alerte.

Veillez ne pas fournir de données sensibles sauf si ces informations constituent un élément clé de votre rapport d’alerte.

5. Durée de conservation

Les données collectées sont conservées pour une durée limitée, en fonction de la finalité du traitement. Les données et informations fournies :

- Sont détruites ou anonymisées sans délai lorsqu'ils sont relatifs à une alerte n'entrant pas dans le cadre du champ d'application défini par le Groupe ou par la Loi.
- Sont détruites ou anonymisées dans un délai de deux mois à compter de la date de clôture des vérifications pour les alertes qui ne donnent pas lieu à la poursuite des investigations.
- Sont conservées jusqu'au terme de la procédure ou la prescription des recours à l'encontre de la décision en cas de procédure disciplinaire ou contentieuse (à l'égard de la personne mise en cause ou de l'auteur d'une alerte abusive).

Les données anonymisées peuvent être conservées pour des raisons de recherche ou de statistiques. Dans ce cas, elles pourront être utilisées indéfiniment, et ce sans vous en informer.

6. Lieu de stockage des informations personnelles

Toutes les informations fournies sont stockées en France.

7. Droits Informatique et Libertés

Dans certains pays, notamment au sein de l'Union Européenne, vous disposez des droits suivants concernant vos Informations Personnelles, que vous pouvez exercer en nous écrivant à l'adresse postale mentionnée au point 1.

7.1. Droit d'accès et de communication des données

Vous avez la faculté d'accéder aux Informations Personnelles qui vous concernent.

Cependant, en raison de l'obligation de sécurité et de confidentialité dans le traitement des données à caractère personnel qui incombe à CONDAT, vous êtes informé que votre demande sera traitée sous réserve que vous rapportiez la preuve de votre identité, notamment par la production d'un scan de votre titre d'identité valide (en cas de demande par voie électronique) ou d'une photocopie signée de votre titre d'identité valide (en cas de demande adressée par écrit).

CONDAT vous informe qu'il sera en droit, le cas échéant, de s'opposer aux demandes manifestement abusives (de par leur nombre, leur caractère répétitif ou systématique).

Pour vous aider dans votre démarche, notamment si vous désirez exercer votre droit d'accès par le biais d'une demande écrite à l'adresse postale mentionnée au point 1, vous trouverez en cliquant sur le lien suivant un modèle de courrier élaboré par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (la « CNIL »).

<https://www.cnil.fr/fr/modele/courrier/exercer-son-droit-dacces>

7.2. Droit de rectification des données

Au titre de ce droit, la législation vous habilite à demander la rectification, la mise à jour, le verrouillage ou encore l'effacement des données vous concernant qui peuvent s'avérer le cas échéant inexactes, erronées, incomplètes ou obsolètes.

Vous avez le droit de demander la suppression ou le retrait de vos informations personnelles si nous n'avons pas de raison de continuer à les traiter. Les circonstances dans lesquelles vous pouvez invoquer le droit à l'oubli incluent les situations où les informations ne sont plus nécessaires pour l'objectif pour lequel elles avaient été collectées ou traitées à l'origine et les situations où vous avez retiré votre consentement au traitement.

Dans certaines circonstances limitées, le droit à l'oubli ne s'applique pas. Si vous souhaitez en savoir plus, n'hésitez pas à nous contacter.

7.3. Droit d'opposition

L'exercice de ce droit n'est possible que dans l'une des deux situations suivantes :

1/ Lorsque l'exercice de ce droit est fondé sur des motifs légitimes ; ou

2/ Lorsque l'exercice de ce droit vise à faire obstacle à ce que les données recueillies soient utilisées à des fins de prospection commerciale.

Pour vous aider dans votre démarche, notamment si vous désirez exercer votre droit d'opposition par le biais d'une demande écrite adressée à l'adresse postale indiquée au point 1, vous trouverez en cliquant sur le lien suivant un modèle de courrier élaboré par la CNIL.

<https://www.cnil.fr/fr/modele/courrier/supprimer-des-informations-vous-concernant-dun-site-internet>

7.4. Le droit de limiter le traitement

Vous avez le droit de « bloquer » ou d'empêcher le traitement de vos informations personnelles. Si vous nous demandez de « bloquer » vos informations personnelles, nous interrompons leur traitement.

8. Délais de réponse

CONDAT s'engage à répondre à votre demande d'accès, de rectification ou d'opposition ou toute autre demande complémentaire d'informations dans un délai raisonnable qui ne saurait dépasser 1 mois à compter de la réception de votre demande.

9. Plainte auprès de l'autorité compétente



Groupe

Si vous considérez que CONDAT ne respecte pas ses obligations au regard de vos Informations Personnelles, vous pouvez adresser une plainte ou une demande auprès de l'autorité compétente. En France, l'autorité compétente est la CNIL à laquelle vous pouvez adresser une demande par voie électronique en cliquant sur le lien suivant : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes/internet>.

La liste des autorités indépendantes dans les autres états de l'Union Européenne est accessible en cliquant sur le lien suivant : https://ec.europa.eu/justice/article-29/structure/data-protection-authorities/index_en.htm